

# **Nous voulons sauver les vies.**

## **Ils veulent sauver les banques**

C'est à l'unanimité que le 19 mars 2020, les députés ont voté la [loi du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#). Les deux premiers alinéas de l'[article 6](#) stipulent :

*« I. - La garantie de l'Etat peut être accordée aux prêts consentis par les établissements de crédit et les sociétés de financement, à compter du 16 mars 2020 et jusqu'au 31 décembre 2020 inclus, à des entreprises non financières immatriculées en France.*

*II. - La garantie mentionnée au I s'exerce en principal, intérêts et accessoires dans la limite d'un encours total garanti de 300 milliards d'euros. »*

En clair cela signifie que l'Etat offre aux banques (les établissements de crédit et les sociétés de financement) 300 milliards d'euros. Ces banques ont toute liberté de consentir les prêts qu'elles veulent jusqu'à la fin de l'année 2020 avec ces 300 milliards même si elles seraient en faillite sans ce cadeau de l'Etat.

Voilà donc la préoccupation de tous les députés, en pleine pandémie du coronavirus : sauver les banques qui sont en difficulté face à la crise financière et économique que j'ai évoquée dans mon précédent article : [« Socialisme ou barbarie »](#).

Alors que ce qui préoccupe toute la population c'est la crise sanitaire, les députés, avec cette loi, décident de ne consacrer que 2 milliards d'euros au financement des hôpitaux et de faire cadeau de 300 milliards aux banques. En cas de crises, c'est toujours la même logique qui est dictée à Macron par ses amis milliardaires. Comme en 2008, ils veulent avant tout renflouer les banques. Le peuple doit imposer sa logique : ce qui, pour nous, importe, plus que les banques, plus que le système capitaliste, c'est la vie et la santé de la population.

Mais la colère, l'indignation, la révolte des travailleurs est dirigée en premier lieu vers les députés des organisations du mouvement ouvrier. Ils ont tous voté pour les banques. Ils ont tous voté pour le capitalisme : les députés du Parti communiste (Roussel en tête), du Parti socialiste (Faure), de La France insoumise (Mélenchon). Ce sont tous des traîtres !

Le PCF, le PS et la FI qui refusent d'engager le combat pour le Frexit et de voter la procédure de destitution de Macron apportent la touche finale à la flagrante exhibition de leur politique de trahison. Au moment où, plus que jamais, il faut choisir entre la voie vers le socialisme et la voie vers la barbarie où nous conduit le capitalisme pourrissant, leur choix est clair : ils veulent sauver le capitalisme quitte à mettre nos vies en péril.

Je l'ai déjà expliqué, si les partis traîtres à la cause des travailleurs (PS, PCF et FI) ne servaient pas de béquilles au macronisme, celui-ci s'effondrerait. (Voir le chapitre « Les béquilles du macronisme » dans mon livre [« Macron démission – Révolution »](#)). Ils sont complices.

Ces 300 milliards devraient être entièrement consacrés à un plan de sauvegarde de la population comme celui que nous proposons ci-dessous.

Peu nous importe que les banques fassent faillite. Si les mesures élémentaires pour assurer la vie et la santé sont incompatibles avec les exigences de l'Union Européenne et des capitalistes alors il faut passer à un stade supérieur d'organisation. Il faut que les travailleurs prennent le pouvoir.

Il est pour cela plus que jamais nécessaire de regrouper une [AGIMO \(Avant-Garde Internationaliste de Mouvement Ouvrier\)](#) qui sera en mesure de montrer la voie à suivre. Le

programme de l'AGIMO c'est dans l'immédiat le plan de sauvegarde de la population en 8 points ci-dessous. Il faut pour cela que les organisations ouvrières traditionnelles (PCF, PS, FI) forment un gouvernement provisoire mais en aucun cas nous ne les laisserons faire une politique à la Tsipras. Elles devront immédiatement lancer la procédure de sortie de l'UE, instaurer le RIC et convoquer une Assemblée Constituante. L'expérience du Brexit nous montre qu'un plan de sortie de l'UE peut être mis en place en moins de trois mois puisque nous bénéficions de l'expérience des anglais. L'AGIMO propose de regrouper dans un nouveau CNR toutes les forces qui sont pour le Frexit. Nous savons qu'elles sont majoritaires puisque nous avons voté contre l'UE en 2005. Actuellement 7 organisations politiques se prononcent pour le Frexit : UPR, PRCF, ParDem, POI, POID, Patriotes, clubs "penser la France". Il faut les regrouper dans un nouveau CNR mais ce n'est pas suffisant. En particulier, il faut que les gilets-jaunes cessent de tergiverser sur la question du Frexit sans laquelle ils ne pourront jamais avoir le RIC en toute matière pour lequel ils se sont prononcés. Il ne leur resterait plus qu'un RIC applicable localement ce qui serait de peu d'intérêt. Il revient aux gilets-jaunes de prendre l'initiative de la constitution d'un nouveau CNR. Il faudra d'ailleurs encore plus que cela car il ne faut pas se résoudre à accepter que tous les militants des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier suivent les dirigeants actuels dans leurs misérables trahisons comme le vote du 19 mars 2020 à l'assemblée nationale. Du PCF, du PS et de la FI doivent se détacher les militants qui rejoindront le nouveau CNR si les actuels dirigeants le refusent. C'est donc à tous les militants du mouvement ouvrier que je m'adresse pour qu'ils rejoignent l'AGIMO et s'engagent donc dans ce combat pour un nouveau CNR, pour le Frexit, pour le RIC et pour une Assemblée Constituante.

Jean Dugenêt, le 31 mars 2020

## **Plan de sauvegarde de la population**

1. La réouverture immédiate des places supprimées dans les hôpitaux.
2. La réouverture de toutes les usines produisant du matériel médical qui ont été fermées et réquisition d'usines complémentaires s'il le faut pour produire des masques FFP, bouteilles d'oxygène, respirateurs, tests de dépistage, lits, surblouses...
3. Ces mesures permettront la fabrication de matériel de test en nombre suffisant pour assurer le dépistage gratuit de toute la population et la fabrication de masques FFP pour assurer la distribution gratuite à toute la population.
4. Ces mesures permettront aussi de fournir aux médecins des hôpitaux tout le matériel dont ils ont besoin.
5. La réquisition immédiate de tous les bâtiments disponibles pour loger dans des conditions permettant le confinement à domicile des sans-abris, des migrants logés sous tentes, des internés en centre de rétention, ce qui suppose que les moyens soient dégagés pour permettre leur alimentation et des conditions d'hygiène correctes.
6. Toutes les mesures doivent être prises aussi pour permettre le confinement dans des conditions décentes des personnes incarcérées dans les prisons.
7. La prescription de confinement ciblé-adapté peut être prise par les médecins comme solution alternative pour les cas où un confinement strict pourrait être psychologiquement pathogène avec toutes précisions nécessaires.
8. Il faut qu'en urgence tous les spécialistes du domaine se réunissent en colloque et décident de la position à prendre en ce qui concerne l'usage de la chloroquine comme éventuel antiviral.